

Québec en mal d'étudiants français (Le)

Titre(s) : Québec en mal d'étudiants français (Le) [[periodique]] / Amandine Hirou

Ensemble : Express (L') 3903

Auteur(s) : Hirou, Amandine

Editeur, producteur : 23/04/26

Description matérielle : pp.66-67

ISSN : 0014-5270

Note sur la description matérielle : 2

Résumé ou extrait : Le durcissement de la politique canadienne d'immigration étudiante depuis 2024 fragilise l'attractivité des universités québécoises auprès des étudiants étrangers, notamment français. A l'université Laval, les demandes d'inscription venues de l'étranger ont chuté de 66 % en 2024-2025, avec un recul de 30 % pour les seuls Français. Ottawa a fortement réduit le nombre de permis d'études accordés, ce qui envoie un signal dissuasif aux familles, alors même que la capacité d'accueil de certains établissements n'a pas changé. Cette politique répond à des abus observés surtout dans certains collèges communautaires, accusés d'avoir fait venir massivement des étudiants, créant des tensions locales sur le logement et les services de santé. Mais la réponse nationale touche aussi les universités les plus reconnues, qui craignent une baisse de leurs revenus et un impact futur sur la recherche, les doctorants internationaux représentant parfois une part essentielle des effectifs. Le Québec tente de rassurer la France et de préserver une relation universitaire ancienne de plus de soixante ans. Les étudiants français conservent plusieurs avantages, dont des droits de scolarité préférentiels, généralement compris entre 6 000 et 13 000 euros par an en licence. Montréal reste également attractive grâce à son environnement nord-américain francophone, qui permet aux Français de perfectionner leur anglais tout en pouvant passer leurs examens en français. L'université Concordia accueille ainsi plus de 8 700 étudiants internationaux, soit près de 20 % de ses effectifs. Pour relancer la mobilité, les établissements québécois renforcent leurs partenariats avec les écoles françaises. Neoma Business School a signé le 8 avril un accord de trois ans avec l'Ecole d'éducation permanente de l'université McGill, permettant à un groupe d'étudiants français de partir un semestre à partir de l'automne 2026. Malgré ces efforts, les étudiants se heurtent encore à des procédures administratives lourdes et à des délais de visa parfois très serrés, comme l'illustre le témoignage d'une étudiante ayant reçu son visa seulement une semaine avant la rentrée. En dépit de ces obstacles, le Québec conserve un fort pouvoir d'attraction grâce à ses formations, à ses débouchés et à sa qualité de vie....

Sujet - Nom commun : Étudiants étrangers -- Canada -- Québec